

Questions orales

LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, sauf erreur, la ville de London en Ontario ne figure pas sur cette liste.

Le secteur manufacturier a perdu 10,000 emplois au mois de mars dernier. Le ministre sait que son collègue chargé de l'industrie et du commerce a souvent prétendu qu'il préparait une stratégie industrielle pour le Canada. Le gouvernement est au pouvoir depuis un an, mais nous n'avons encore rien de concret. Jusqu'à quel point les efforts du ministre pour développer une stratégie de l'emploi ont-ils été entravés par le fait que le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pas réussi à mettre la sienne au point?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, contrairement à la supposition du député, je pense avoir été grandement aidé par les efforts que le ministre de l'Industrie et du Commerce a déployés en vue de répondre aux besoins de l'industrie, ainsi que par ceux du ministre des Finances et de tous mes collègues chargés des questions économiques qui ont travaillé ensemble afin d'essayer de prendre des mesures coordonnées pour régler nos problèmes économiques.

Le député et d'autres de ses collègues seraient bien avisés de ne pas s'en tenir exclusivement aux données d'un seul mois, mais plutôt de se fonder sur le dernier trimestre, au cours duquel il y a eu une amélioration marquée dans le secteur manufacturier et dans celui de la production de biens. Il ne faut pas prendre le seul mois de mars comme critère mais bien tout le premier trimestre où nous avons connu une hausse substantielle de la production de biens, de la construction et du secteur manufacturier.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE FINANCIÈRE PROPRE À JUGULER L'INFLATION

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances. Le ministre sait fort bien que le taux d'inflation au Canada monte plus rapidement que la navette spatiale Columbia. En effet, ce qui coûtait \$100 en 1971 coûte actuellement \$211.

Le ministre a-t-il l'intention de proposer une politique financière propre à venir à bout du problème fort complexe de l'inflation ou se contentera-t-il de lutter contre l'inflation aux dépens de la classe moyenne qui est prise dans l'étau prix-salaires?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président.

LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES—DEMANDE DE RABAIS POUR LE PÉTROLE UTILISÉ PAR LES PRODUCTEURS

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, le ministre sait aussi que selon les chiffres que le ministère de l'Agriculture vient de publier, le coût d'un régime équilibré pour une famille de quatre personnes a augmenté de 1.2 p. 100 en un mois. Cela signifie qu'une famille de quatre personnes peut s'attendre à une hausse annuelle de 14 p. 100 de son budget alimentaire, soit une hausse supérieure à celle qui est prévue pour l'indice des prix à la consommation. Compte tenu de cette augmentation du budget familial, le ministre envisage-t-il de mettre en vigueur la politique conservatrice qui prévoyait d'accorder aux producteurs de denrées alimentaires des rabais pour le pétrole utilisé dans la production des aliments, de manière à contenir la hausse des prix alimentaires pour le consommateur?

● (1120)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député a cité les chiffres que le ministère de l'Agriculture vient de publier au sujet de la hausse des prix alimentaires. Il sait aussi bien que moi que cette hausse est attribuable surtout à la majoration des revenus des producteurs agricoles et aussi aux mauvaises récoltes un peu partout dans le monde. L'accès aux marchés étrangers déterminera dans une certaine mesure l'évolution future des prix. N'oublions pas que les fluctuations du prix des aliments sont dues à des facteurs fort complexes.

Le député n'est pas très logique dans son raisonnement puisqu'il me demande en premier lieu d'imposer des restrictions fiscales et, en deuxième lieu, de mettre en œuvre un nouveau programme de dépenses en vue d'aider les agriculteurs. Je n'ai vraiment que faire à l'heure actuelle de conseils de ce genre.

Des voix: Bravo!

LA PRÉSENTATION D'UN BUDGET AU PRINTEMPS

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Compte tenu de d'après les données publiées ce matin par Statistique Canada, il y a 9,000 emplois de moins ce mois-ci que le mois dernier et 60,000 chômeurs de plus, ce qui prouve que les prévisions budgétaires du ministre étaient inexactes d'environ 20 p. 100, et étant donné qu'il avait prédit antérieurement que les taux d'intérêt élevés que nous avons subis l'an dernier n'étaient que temporaires—nous savons combien ces prévisions se sont révélées inexactes—le ministre ne reconnaîtra-t-il pas que nous devrions avoir au printemps un budget qui s'adresse aux problèmes économiques de l'heure, maintenant que l'imbroglio constitutionnel semble vouloir se résorber? Comme les problèmes économiques sont plus graves cette année que l'an dernier, le ministre est-il disposé à montrer aux Canadiens que le gouvernement est décidé à régler les problèmes auxquels ils font face dans tout le pays?

Des voix: Bravo!